

COMPTE RENDU séance du 21/11/2023

- déclaration liminaire = tract national intersyndical : **stop à la diète**

Point 1 – PONT NATUREL 2024 (en seconde convocation) :

Un rappel des débats de la précédente séance a été présenté (repris au PV du CSAL du 08/11).

Les représentants de la CGT proposent au vote le vœu d'une Autorisation d'Absence Exceptionnelle accordée par la DDFIP 47 pour le 10 Mai 2024 et le report de la fin de la campagne des déclarations (voir texte sur le compte rendu précédent : https://47.cgtfinancespubliques.fr/IMG/pdf/compte-rendu_csar_du_8_11_2023.pdf).

Après le refus de Madame Pernot, il lui est rappelé la possibilité en CSA de soumettre au vote, à leur demande, des propositions venant des représentants du personnel. La motion est donc soumise au vote.

VOTE motion CGT : POUR CGT + SOL

La présidente met au vote, en 2 ème convocation, sa proposition **d'un seul pont naturel le 16/08/2024**

CONTRE CGT + SOL

Malgré l'opposition des Organisations Syndicales, il n'y aura qu'un seul pont naturel en 2024 !

Point 2 – Reprise débats sur mise en place du SIP + Compte rendu GT Accueil :

Aucune présentation n'est faite par la direction locale ni par le chef de service pourtant présent lors de la réunion du 8 novembre.

Par conséquent, Madame Pernot invite les représentants du personnel à faire des commentaires sur les comptes rendus de mise en place du SIP Départemental et de l'Accueil.

Les représentants de la CGT sont intervenus sur plusieurs points :

- Le nombre de déclarations papier à traiter par les agents, qui reste très important
- Les déplacements au guichet en hausse (impact GMBI et la fermeture de l'accueil sans rendez-vous du SDIF)

- Hausse constante des e-contacts à traiter

Pour les représentants de la CGT, le parallèle doit être établi entre la diminution importante des effectifs (de 70,2 agents en 2022 à 65,88 en 2023), de l'aide de l'équipe de renfort (de 20 jours à 0) et la situation connue à ce jour du service.

Monsieur Lefeuvre, chef du SIP Départemental, exprime sa satisfaction (?!), considérant que tout va plutôt bien hormis les difficultés récurrentes que sont les e-contacts et le suivi du contentieux Gestion.

En résumé, les propositions d'amélioration du fonctionnement du service par la hiérarchie locale :

- aide du centre de contact d'Angoulême et d'un inspecteur de la direction pour les e-contacts
- des groupes de travail ciblés par période (faire le point sur les déclarations de revenus, préparation du basculement)

- Point sur GESTODL avec les managers

- Créer un groupe de travail sur les successions (vacantes, biens sans maître)

S'y rajoute, dans le cadre du « SIP de demain » (orientation imposée par la Direction générale dans le COM 2023-2027) :

- accueil multicanal (accueil physique / e.contact / accueil téléphonique) dans chaque centre des finances publiques (y compris les SGC)
- nécessité de former les agents notamment ceux nouvellement affectés
- réflexion sur les horaires d'ouverture au public (sûrement pour améliorer le service à l'usager...ou pas !)

Les représentants de la CGT mettent en avant la nécessité de la prise en compte de la souffrance au travail des agents du SIP Départemental (listes toujours urgentes, incivilités à l'accueil, priorités qui changent d'une semaine à l'autre, faire face à des pics de travail...).

Dans ce cadre, le rôle de l'encadrement et du management prend une place considérable en lien avec l'organisation du travail. Madame Pernot répond que cela dépend de l'instance de la Formation Spécialisée avec l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail, la médecine du travail et l'assistant social.

Commentaire CGT : pourtant, le Règlement Intérieur prévoit de pouvoir porter à la discussion du CSA l'organisation du travail....

Concernant l'aspect immobilier de l'accueil du Bat B, Madame Pernot s'engage à sécuriser les entrées-sorties.

Elle nous communique sa décision de supprimer l'accueil physique de la Trésorerie des Amendes après analyse des flux et des risques (signalement de menace de mort, de revenir avec des armes...). Un droit d'alerte des agents pourrait être déposé en cas de récidive au guichet.

Madame Pernot a rendez-vous avec le procureur de la République l'après-midi même pour lui annoncer la fermeture de ce service public.

Après un audit inter région et la vérification de la qualité du fichier, la Trésorerie sera rattachée à la Paierie Départementale le 30 Juin 2024 au plus tard.

Les représentants de la CGT font remarquer que le paiement des jours amendes et des relevés de condamnation pénale continueront à être effectués à la Cité Administrative (absence de QR code et obligation d'avoir un reçu du paiement).

Madame Pernot est à la disposition des agents de la Trésorerie pour un rendez-vous.

Un point d'étape est fait par Madame Troillet sur le GT Accueil (après deux réunions) :

- Adaptation de l'Accueil du SIP à cause de GMBI et de la fin de l'accueil sans RDV du SDIF
- Accueil par système visio à Marmande insuffisant et à repenser
- Problèmes rencontrés sur la téléphonie ont été réglés, d'autres toujours pas (revoir le standard automatique du 19.19 indiqué sur Google)
- Proposer un référent GFA pour solutionner les problèmes au plus vite lorsqu'ils se présentent
- Téléphonie par ordinateur (TOIP) pour bientôt... mais pas prête

Il est demandé que le compte rendu soit porté à la connaissance de tous les agents du SIP Départemental. Le protocole du service est aussi à revoir (ancien de 2014).

Point 3 – Transfert des taxes douanières

Madame Troillet indique le transfert de seulement 14 dossiers à prendre en charge en contentieux au SIE voire au PRS ensuite.

Les représentants de la CGT demandent si une formation sur ces taxes sera dispensée pour les agents => une formation circulaire est prévue en cas de besoin.

Des interrogations sont à venir avec le prochain transfert des taxes sur l'alcool : avec quel volume de charges et quels emplois ?

Point 4 – Situation de Tonneins :

Lors de la Formation Spécialisée du 21/09, la directrice a annoncé le transfert aux domaines, pour cession, du bâtiment abritant le CFP de Tonneins (nouvelle politique immobilière de l'état visant à « rationaliser » la superficie des locaux libres).

A la demande de l'intersyndicale Solidaires – CGT – FO, ce point a été rajouté à l'ordre du jour du CSA.

Benoit Gazeau (FO), expert nommé par les représentants du personnel, explique la situation du centre où il exerce ses missions :

- rendez-vous des OS avec le maire de Tonneins mais reçus par un adjoint qui confirme leur souhait d'achat du site, mais pas au prix du service des Domaines (Madame Pernot confirme que le prix n'est pas négociable).
- pas de locaux disponibles sur la commune pour les agents d'où leur inquiétude.

Pour la CGT, la situation est urgente pour Tonneins mais peut également concerner Villeneuve et Marmande (moins pour Marmande car plus d'attrait pour du co working avec l'axe Bordeaux/Agen, d'après la directrice).

Pour Tonneins, cession totale ou partielle (vente 1^{er} étage) ? Les 2 solutions sont à l'étude **mais Mme Pernot souhaite privilégier la cession partielle qui permet de maintenir les services dans la bâtiment actuel.**

Cette solution est aussi celle portée par l'intersyndicale Solidaires – CGT – FO dans l'immédiat ... mais aussi au-delà de 2026 !

En aparté, Madame Pernot réitère une demande de Groupe de Travail avec les représentants syndicaux sur les nouvelles notions d'espaces de travail.

Point 5 – Questions diverses :

Problèmes sur le site de Marmande :

- les U du parking : le terrain n'est pas à nous mais la direction va étudier pour régler une fois pour toutes le problème.
- un seul devis pour les volets occultants qui ne fonctionnent plus ou mal : pas de comparatif possible (pas d'autres devis reçus). La CGT précise que ce problème concerne tous les services du bâtiment.

Manque de fontaines à eau Bat A Cité à Agen : il y aura de l'eau en période de chaleur mais pas de possibilité de stocker comme demandé par certains.

Problème des déplacements la veille pour prise en charge des frais :

- réponse du BIL et du SDUB 24 pas adaptée (convenances personnelles) + prise du véhicule personnel
- Il est demandé de faire un rappel à la réglementation et d'arrêter d'invoquer des excuses pour ne pas régler les frais de déplacement.

Agents retraitables :

- avoir une information plus précise sur toutes « nouveautés » liées à la réforme des retraites (progressive, carrière longue ...)

Les représentants de la CGT demandent si un groupe de travail est prévu sur le télétravail.

- en effet, pour la direction locale, il apparaît beaucoup de problèmes à gérer autour de cette question : trop de télétravail après la crise Covid, télétravail médical et social, difficultés de fonctionnement des collectifs de travail... => *Commentaires CGT : à voir pour un GT, mais c'est pas gagné !*

- Point travaux Cité Administrative Agen

Madame Pernot reste sur une fin en juin 2024. Elle doit rencontrer la société Agile et les services de la Préfecture.

Néanmoins, des portes sont manquantes au Bat C, l'installation des panneaux solaires sur le toit du Bat B est au point mort, l'entreprise pour les travaux de désamiantage a été trouvée pour les 2^e et 3^e étages du Bat B mais quand les travaux commencent-ils ?

Les élus CGT en CSAL

Michel RABILLARD – Patrice MARTIN

Email: cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet: <http://www.financespubliques.cgt.fr/47/>

Et sur Facebook : <http://www.facebook.com/CGT.Finances.Publiques.47/>

A la CGT, ensemble plus fort plutôt que solitaire ... J'adhère !

Nom prénom :

Adresse administrative :

Grade : Echelon/Indice : Temps partiel :

Mel : Prélèvement
automatique (O/N) :

Date:.....

Signature,

A renvoyer à : cgt.ddfip47@dgfip.finances.gouv.fr ou m.rabillard@cgt.fr

